

Alger, capitale des révolutionnaires en exil

Dans les années 1970, « le fond de l'air est rouge » et les révolutionnaires se battent les armes à la main, de l'Amérique latine à l'Asie. Ils trouvent souvent à Alger une terre d'accueil. Non sans contradictions, comme le relate ce reportage publié dans « Le Monde diplomatique » d'août 1972 [<http://www.monde-diplomatique.fr/1972/08/>] et repris dans le dernier numéro de « Manière de voir », notre bimestriel thématique, consacré à l'Algérie.

par **Claude Deffarge et Gordian Troeller**, février 2012

L'Algérie est le premier pays du continent africain qui ait conquis son indépendance les armes à la main. Sept années de guerre, pendant lesquelles les « fellaghas » eurent très peu d'amis ; et ceux qui se prétendaient tels prouvèrent bien souvent que cet appui n'était pas totalement désintéressé. En 1964, la charte d'Alger porte encore les traces de l'amertume ressentie : « *La guerre d'Algérie a démontré que la convergence entre mouvements révolutionnaires et entre peuples ayant un ennemi commun n'était pas automatique.* » D'où la volonté d'introduire des principes nouveaux dans les relations internationales. Ils sont énoncés dans la charte : « *Le développement du socialisme en Algérie est lié aux luttes des autres peuples dans le monde... Le recours à la lutte armée peut s'avérer décisif pour l'accession à la souveraineté nationale. Pour tout mouvement révolutionnaire, l'appui à cette lutte est sacré et ne saurait faire l'objet d'aucun marchandage.* »

D'où la décision de donner asile et moyens de subsistance à tous les mouvements qui luttent pour l'indépendance de leur pays, contre le colonialisme, le racisme, l'impérialisme. Et le principe de base est énoncé : reconnaissance du droit des peuples à choisir leur propre destin. Lieu commun, s'il en fut, que l'on trouve dans la plupart des Constitutions et déclarations onusiennes, mais que l'Algérie a traduit dans les faits. Elle n'a cessé, depuis dix ans, d'accueillir les exilés et militants venus de tous les continents. Et les détracteurs de l'Algérie indépendante ont trouvé là toute l'eau nécessaire pour faire tourner leur moulin : « *Alger la Blanche devenue Alger la Rouge* », thème favori des cartiéristes (1), qui dénoncent à la fois ce « *foyer d'infection installé à nos portes* » et les « *dépenses fabuleuses* » que cette politique entraîne.

On a cité des chiffres : 500 000 francs par mois consacrés par le gouvernement algérien à cette aide. Nos interlocuteurs d'Alger seront aussi discrets sur le nombre des hébergés que sur les sommes attribuées. En fait, toute statistique globale est faussée par la présence de nombreux Palestiniens (on a avancé le chiffre de vingt mille) dont la situation, dans l'ensemble, est plus celle de réfugiés que de combattants : qu'on n'aille pas s'imaginer vingt mille fedayins armés jusqu'aux dents, entraînés dans des camps... La plupart des Palestiniens d'Algérie sont professeurs ou coopérants et gagnent leur vie. Ce qui ne les empêche pas de militer politiquement. Nous n'avons donc pu dénombrer les révolutionnaires installés en Algérie. Il est, en revanche, relativement facile de faire le compte des mouvements de libération représentés ici : nous sommes arrivés à vingt-

sept...

Pour l'Algérie, cette générosité s'explique aussi par l'enthousiasme de la libération et l'euphorie des premières heures de l'indépendance : tout révolutionnaire était un « frère », chaque mouvement de libération un prolongement de la lutte algérienne. On allait faire mentir Mao Zedong, qui avait dit : « *Un révolutionnaire est toujours seul.* » L'Algérie était là pour prouver le contraire.

Entre-temps, l'Algérie est devenue une nation, avec ses intérêts particuliers, ses ambitions et ses problèmes de relations internationales. Si la présence des mouvements de libération a contribué à la dédouaner vis-à-vis de son peuple, et lui a permis de faire pièce à l'Égyptien Gamal Abdel Nasser, aux Baas irakien et syrien, au Ghanéen Kwame Nkrumah, et, dernièrement, au colonel Mouammar Kadhafi, dans la compétition pour le « leadership » du monde arabe-africain, cette présence est devenue parfois gênante dans les rapports avec certains pays occidentaux, dont l'aide ou les investissements sont utiles au développement de l'économie algérienne. En effet, comment le Canada peut-il investir sans réticence en Algérie, si le Front de libération du Québec (FLQ), installé à Alger, accuse publiquement le gouvernement canadien de « *colonialisme* » et de « *discrimination raciale vis-à-vis de la population francophone* » et essaie d'y mobiliser des appuis à la cause du Québec libre ? Comment les États-Unis, désireux de rétablir des relations diplomatiques avec l'Algérie, peuvent-ils accepter sans broncher l'existence d'une « ambassade parallèle » des Noirs américains, d'où les Panthère noires (2) dénoncent les crimes de guerre de l'impérialisme américain et la persécution des militants noirs en Amérique ? Et comment concilier le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'États amis avec la présence sur le sol algérien de mouvements qui contestent la légitimité de la présence éthiopienne en Érythrée ou l'authenticité de l'indépendance du Tchad ? Peut-on donner asile et assistance matérielle à des hommes qui qualifient l'indépendance de la plupart des pays africains de « cadeau empoisonné » et s'organisent pour lutter les armes à la main contre le néocolonialisme, sans violer l'accord de 1965 entre membres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et hypothéquer sérieusement la politique africaine de l'Algérie ?

L'Algérie ne pouvait renier sa profession de foi révolutionnaire sans perdre la face devant son propre peuple et sans ternir son image de pays progressiste « de pointe » ; mais elle pouvait moins encore donner un appui inconditionnel à tous les mouvements de libération sans risquer un isolement dangereux. Un compromis s'imposait. Il fallait nuancer l'importance reconnue aux mouvements révolutionnaires en fonction des impératifs de l'intérêt national et doser prudemment les appuis matériels et moraux. Le principe énoncé dans la charte d'Alger, selon lequel aucun mouvement de libération ne saurait faire l'objet de marchandage, allait être adapté aux réalités de la politique étrangère.

C'est ainsi que l'hospitalité algérienne a développé ses nuances et ses hiérarchies. Elles apparaissent déjà quand on cherche à situer les adresses des mouvements de libération sur le plan de la capitale : il y a ceux des beaux quartiers, ceux des banlieues ouvrières, ceux du centre, ceux de très lointaine banlieue (et ces révolutionnaires-là prennent l'auto-bus), ceux des villas blanches de El-Biar ou d'Hydra, ceux des HLM, etc. Nous en avons même découvert un qui campait dans un garage (3).

Au sommet de la hiérarchie se trouve le gouvernement révolutionnaire provisoire du Vietnam du Sud (GRP) (4). Sa représentation a rang d'ambassade et occupe dans les hauts de El-Biar une villa entourée de bougainvillées. Un personnel nombreux et un policier dans une guérite témoignent du statut officiel. Ici, c'est un gouvernement ami qui est reconnu comme tel et dont les représentants se comportent en diplomates ; ce qu'ils sont effectivement : conférences de presse, cocktails d'ambassade, présence aux cérémonies officielles du gouvernement algérien, à côté des autres membres du corps diplomatique.

Le Front de l'unité nationale khmère (FUNK), dirigé par le prince Norodom Sihanouk, est lui aussi reconnu comme représentant légitime du peuple

cambodgien, avec rang d'ambassade (5).

A ce niveau, l'atmosphère n'a rien de « révolutionnaire » ou de « conspiratrice » : « *Monsieur l'ambassadeur* » par-ci, « *Excellence* » par-là... On est pointilleux sur le protocole. Limousines avec chauffeur, drapeaux flottant sur les villas blanches.

Un autre Grand encore : la Palestine. Elle est hébergée dans un charmant hôtel particulier du centre d'Alger, tout emmitoufflé de glycines. Décor qui fut somptueux, mais atmosphère des plus déprimantes. Ici sont venus échouer ceux dont le calvaire aurait pu, tout autant que l'expérience algérienne, inspirer la charte d'Alger. Un cas typique de révolutionnaires devenus monnaie d'échange. En privé, quelques-uns se défoulent, disent leur amertume : « *Les pays arabes voisins nous avaient d'abord gardés dans des camps de réfugiés et utilisés comme moyen de pression, pour nous en sortir ensuite, afin de laver l'humiliation de leur propre défaite. Exaltés alors comme représentant le fer de lance de l'arabisme révolutionnaire, nous sommes devenus les instruments des intérêts contradictoires de nos protecteurs. Et lorsque nous fûmes assez forts pour voler de nos propres ailes, ils nous ont sacrifiés et abandonnés à la vengeance de Hussein de Jordanie.* » Sauf peut-être dans la Chine des années 1930, jamais révolutionnaires n'ont été aussi cyniquement utilisés comme objets de marchandage. Leur présence massive à Alger, si loin de leur champ de bataille, est un avertissement, un enseignement, pour tous les révolutionnaires réunis dans la capitale et qui ne mâchent pas leurs mots quand ils évoquent le « cas palestinien ».

Une atmosphère assez semblable nous attend chez le quatrième Grand : la section internationale des Panthères noires. La maison qui, en l'absence d'une représentation diplomatique des Etats-Unis, fut considérée comme l'« ambassade du peuple noir d'Amérique » ressemble aujourd'hui à un camp retranché où les derniers occupants font figure d'assiégés.

Eldridge Cleaver vient de se démettre de toutes les fonctions qu'il avait au sein de cette section internationale du parti fondée par lui à Alger en 1970, et ambitionne de devenir le chef d'une armée de libération du peuple afro-américain. Sa démission était devenue inévitable, du moment où ses vues radicales n'étaient plus partagées par les leaders des Panthères noires aux Etats-Unis. Huey Newton et Bobby Seale prêchent aujourd'hui la modération. Ils veulent une politisation systématique et en profondeur, et à longue durée, des masses noires et non l'action violente d'une poignée de militants coupés de la base. Ces divergences se sont propagées au sein du petit groupe — une dizaine de Panthères — resté à Alger. Elles éclatent au grand jour lorsque deux militants du mouvement détournent un avion de la Western Airlines sur la capitale algérienne, avec, pour tout bagage, une rançon de 500 000 dollars. Laquelle des deux tendances se verra-t-elle attribuer cette somme ? Qui ira la réclamer au gouvernement algérien lorsque l'avion aura atterri ? Les durs ou les modérés ? Dispute prématurée et bien inutile... Après avoir compté les billets en présence des deux pirates et d'un diplomate américain, les autorités algériennes restituaient l'argent à ceux auxquels il avait été extorqué. Une chose est d'accorder l'asile politique à des pirates de l'air réclamant le statut de réfugiés politiques, une autre de devenir complice ou receleur.

Et, du coup, les Panthères noires se mettent à parler : ces garçons, qui avaient refusé toute interview pour éviter d'évoquer leurs divergences, se soudent comme un seul bloc devant l'absurdité de ce demi-million de dollars qui se réenvole pour les Etats-Unis.

Sékou, au faciès de Massaï et à l'élégance recherchée, ex-pirate de l'air lui-même, est véhément : « *Nos détournements d'avion ne peuvent être qualifiés d'actes criminels : ce sont des actions révolutionnaires accomplies par des révolutionnaires. Nous, les combattants afro-américains, "libérons" les avions seulement quand il nous est nécessaire de quitter le territoire des Etats-Unis, ou — comme cette fois-ci — pour réunir des fonds. Cet argent est prise de guerre, ce n'est pas un vol. Nous sommes en guerre avec Babylone* (6). »

Une certaine fraternité — ne serait-ce que dans la façon de vivre —, nous l'avons trouvée à l'autre bout de la ville, dans deux immeubles genre HLM pauvre, peuplés de révolutionnaires moins prestigieux, jusqu'à présent du moins. Dans un de ces immeubles, une dizaine de mouvements de libération s'entassent, du cinquième — sans ascenseur — jusqu'à la cave. Bien que les boîtes aux lettres ne cherchent aucunement à dissimuler l'identité des occupants, nous n'en donnerons pas l'adresse : elle ne nous a pas été fournie par les autorités algériennes responsables. Cet oubli s'explique peut-être par le fait que la présence d'un certain nombre d'entre eux pose quelques problèmes à Alger : ou bien ils s'attaquent à des gouvernements avec lesquels l'Algérie entretient des rapports amicaux, ou bien ils représentent, dans le monde arabe, des tendances trop radicales pour être acceptables — ceux qui veulent « *apporter Mao chez les Bédouins* », comme on dit ici —, ce qui semble déplaire foncièrement à tous les régimes arabes, pour lesquels le « socialisme » doit avoir pour corollaire un retour aux sources islamiques pour s'accorder à la « *spécificité arabe* ».

C'est le cas du PFLOAG, l'ex-Front de libération du Dhofar, devenu Front populaire de libération d'Oman et du golfe Arabique (Z), dont les leaders n'hésitent pas à déclarer : « *Si le pétrole doit être l'obstacle qui se dresse entre nous et notre indépendance, nous ferons sauter le pétrole.* » Déclaration qui doit être ressentie comme parfaitement hérétique par ceux qui pensent qu'il suffit de nationaliser l'or noir pour accéder à l'indépendance réelle et totale.

Le représentant du PFLOAG à Alger est une sorte de révolutionnaire-modèle : réveil à six heures, lecture de la presse, traduction des dépêches, contacts permanents avec les autres mouvements de libération, diffusion des informations en provenance du Front, création de comités de soutien à l'étranger... Nous retrouvons avec amusement la vivacité, la précision propres aux gens du Sud arabe. Issa fait du café pour tout le monde, répond au téléphone : « *Bonjour, désolé, le FUIES vient de sortir, mais le FLE sera bientôt là... Non, non, celui qui vous répond c'est le PFLOAG.* »

Joyce, jolie Afro-Américaine, épouse d'un militant du Swapo (South-West African People's Organisation, Organisation du peuple du Sud-Ouest africain — qui deviendra la Namibie), est venue en voisine avec son petit garçon et montre la recette du poulet frit. On va chercher chez les Erythréens les deux chaises qui manquent... Nous nous trouvons pour la première fois dans une atmosphère de commune révolutionnaire telle que l'on se l'imagina au Quartier latin. Dans cette vie quasiment collective, les militants ont la possibilité d'échanger informations et idées, de comparer leurs combats.

Il y avait là, porte à porte, les Québécois du FLQ, deux mouvements marginaux portugais, un représentant de la « Somalie-Occidentale » et des Erythréens, qui ont la malchance de vouloir libérer leur pays de l'emprise de celui qui a précisément pour capitale la ville choisie par l'OUA, l'empereur Haïlé Sélassié. Cela pose évidemment un problème délicat.

Le Swapo et l'Union du peuple africain du Zimbabwe (ZAPU), par contre, sont très officiellement reconnus comme mouvements de libération de la Namibie (Sud-Ouest africain) et du Zimbabwe (Rhodésie). Eux, au moins, ont le mérite de se battre contre l'ennemi déclaré de toute l'Afrique, qu'elle soit noire ou arabe : les minorités blanches, qui refusent aux majorités africaines le droit à l'autodétermination. Leurs déclarations ne risquent pas de mettre les autorités algériennes dans l'embarras, et, quand la pénurie de logements se fera moins grande à Alger, ils rejoindront sans aucun doute dans les immeubles à grand standing du centre le peloton de tête des mouvements de libération : ceux qui se battent contre le colonialisme portugais et contre l'Afrique du Sud.

Ceux-là se nomment Parti africain de l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC), Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), Front de libération du Mozambique (Frelimo) et Congrès national africain (ANC), d'Afrique du Sud. Ce dernier étant le doyen : son action a commencé en 1912 déjà, par des méthodes pacifistes à la Gandhi, avec si peu d'agressivité qu'un de ses présidents, Albert Luthuli, a reçu en

1961 le prix Nobel de la paix. Avec ces mouvements, nous sommes en pleine « légalité internationale » : les régimes contre lesquels ils s'insurgent ont été condamnés par les Nations unies.

Lorsqu'il s'agit de définir une stratégie globale pour achever la libération de l'Afrique, la masse des intérêts particuliers pèse plus lourd que l'objectif à atteindre. En ce qui concerne cette stratégie, deux théories, actuellement, s'affrontent : l'une, dite des « corridors », qui semble pour le moment convenir à la plupart des Etats. Elle repose sur la constatation que l'ennemi le plus difficile à mettre à genoux sera l'Afrique du Sud, et en déduit qu'il convient de l'attaquer en dernier. En attendant, il faudra évincer le plus faible, le Portugal en l'occurrence, et fournir ainsi aux révolutionnaires sud-africains les bases d'appui et les « sanctuaires » qui leur permettront de se lancer à l'assaut final contre Pretoria.

Quelques esprits réalistes — ceux de l'ANC en tête — répliquent que cette tactique est erronée : jamais l'Afrique du Sud ne tolérera que les colonies portugaises se muent en nations africaines hostiles à son régime. En admettant que le Portugal s'avère impuissant à contrôler la situation, Pretoria soutiendra les colons blancs, leur donnant l'appui massif de ses troupes s'il le faut, pour faire du Mozambique et de l'Angola autant de nouvelles Rhodésie. Dans ces deux colonies portugaises, d'ailleurs, les colons ne manquent pas qui préféreraient cette indépendance-là à la dépendance actuelle d'une métropole où l'opposition marque des points, depuis la mort d'António de Oliveira Salazar.

Cette analyse mène les adversaires de la théorie des « corridors » à la conclusion qu'il faut frapper partout à la fois et que les coups les plus forts doivent être portés en Afrique du Sud. En effet, en fournissant à l'ANC les moyens de déclencher la lutte armée, en lui permettant de laisser exploser la violence révolutionnaire au cœur même de la forteresse ennemie, l'OUA mettrait l'Afrique du Sud dans l'impossibilité, selon eux, d'intervenir massivement dans les colonies portugaises. Selon eux, encore, l'Afrique australe tout entière devrait bouger en même temps, sinon l'ennemi aurait tout loisir d'écraser une à une les révoltes africaines et de forger un bloc sans faille d'Etats gouvernés par les colons blancs, un bloc qui aurait pour frontières celles de la Tanzanie et du Zaïre.

Officiellement, l'OUA n'a pas tranché. Mais le fait que l'aide matérielle accordée par le comité de libération aux mouvements des colonies portugaises dépasse de beaucoup celle consentie aux autres mouvements africains indique clairement son choix.

A Alger, les révolutionnaires s'interrogent : pourquoi tant d'Etats africains ont-ils soutenu une thèse qui, de toute évidence, ne peut que reculer les perspectives de victoire totale, sinon les anéantir ? La plupart des militants admettent en général que la stratégie des « corridors » n'est qu'une manœuvre destinée à maintenir les mouvements de libération dans leur stagnation actuelle, ou même à les acculer à la défaite. Ils en sont arrivés à la conclusion que l'écrasante majorité des chefs d'Etat africains ne souhaitent au fond pas la disparition des régimes d'Afrique du Sud, de Rhodésie et des colonies portugaises, dont la stabilité semble être le garant de leur propre sécurité.

En effet, au cours des années de lutte, les militants africains se sont idéologiquement radicalisés, au point que la plupart d'entre eux ne se battent plus pour ce qu'ils nomment l'indépendance formelle, mais pour donner à cette indépendance un contenu socialiste. *« L'ennemi — nous ont-ils dit — est partout le même : le capitalisme. En Afrique australe, il exerce brutalement sa domination, par le truchement de régimes racistes et coloniaux, tandis que dans la majorité des autres Etats africains, il s'accommode fort bien d'une indépendance apparente. Pretoria et Lisbonne sont les alliés objectifs de tous les Etats africains, dont le système capitaliste est fondamentalement le même. Voilà pourquoi l'OUA se voit obligée de freiner les mouvements de libération, et la récente création de hauts commandements militaires régionaux n'est qu'un moyen supplémentaire de les contrôler. »*

Les bruyantes professions de foi progressistes et anti-impérialistes, ou anticolonialistes, de nombreux chefs d'Etat ne seraient que le voile de fumée destiné à masquer une manœuvre et à tromper les populations que l'on apaise par cette apparence de progressisme.

A Alger, l'amertume était à son comble. Loin d'être seuls, comme le dit Mao, les révolutionnaires sont trop sollicités, entourés et encadrés, et à la merci de ceux qui les aident, rarement libres en tout cas de décider eux-mêmes pour eux-mêmes. Certains de ceux que nous avons rencontrés en pleuraient. Ils devraient être endurcis, pourtant, après les coups que leur a portés l'antagonisme sino-soviétique (8). Au plus aigu de leur conflit, la Russie et la Chine exigeaient de chaque mouvement, en échange du soutien apporté, une dénonciation en bonne et due forme de l'autre « Grand ». Une seule chose comptait pour ces deux géants : mobiliser un maximum de supporteurs pour leur thèse dans les conférences internationales du tiers-monde. URSS et Chine n'hésitaient pas à reconnaître la représentation d'organisations ouvertement réactionnaires pour réunir un maximum d'adhérents.

Entre-temps, les choses se sont améliorées. Elles se sont même inversées : il suffit aujourd'hui qu'un mouvement de libération inféodé aux Soviétiques se rapproche de la Chine pour provoquer une plus grande sollicitude de la part de l'URSS, et vice versa. De la concurrence à mort, on en est arrivé à la surenchère, ce qui est moins nuisible aux mouvements de libération et élargit leur liberté de manœuvre.

Tous les mouvements de libération du monde ne sont pas à Alger, il s'en faut. Si l'on peut bien se douter des raisons pour lesquelles ni les antifrquistes ni l'opposition grecque ne sont représentés, les révolutionnaires du Brésil, pays avec lequel l'Algérie entretient d'aussi bonnes relations qu'avec l'Espagne ou la Grèce, sont bel et bien présents. Nous les avons rencontrés, ainsi que les représentants du Front de libération du Portugal. Nous avons recueilli auprès d'eux un passionnant bilan comparé des résistances et des guérillas urbaines, mais cela dépasserait le cadre de cet article, de même que la dénonciation du tourisme allemand néocolonial par le Mouvement pour l'autodétermination et l'indépendance de l'archipel canarien.

En partant pour Alger, nous avons établi, dans nos hypothèses de travail, une hiérarchie des mouvements de libération, fondée sur la « justesse » plus ou moins évidente de leur cause. En tête venaient les victimes du colonialisme (colonies portugaises) et, tout de suite après, celles de l'apartheid (Afrique du Sud, Namibie, Rhodésie), ensuite celles d'une agression impérialiste (Vietnam, Cambodge), puis les minorités opprimées ou victimes de discriminations culturelles et économiques, comme les Québécois, les Basques — que nous avons aussi trouvés là, d'ailleurs — et, enfin, les victimes de dictatures militaires de style fasciste (Brésil, Portugal, Espagne, Grèce, etc.); mais, comme toutes les hypothèses de travail, celle-ci s'est modifiée en cours de route. Les révolutionnaires que nous avons rencontrés l'ont trouvée sommaire, et surtout de nature à déboucher sur des conclusions erronées. Ils nous ont dit : *« Si les différents visages pris par l'injustice, l'oppression et l'exploitation nous obligent à concevoir différentes formes de lutte, il ne faut pas perdre de vue une chose : c'est que l'ennemi que nous combattons est partout le même : le capitalisme international. »*

Claude Deffarge et Gordian Troeller
Journalistes au magazine allemand
Stern. Gordian Troeller est décédé en
2003.

(1) Du nom du journaliste Raymond Cartier, hostile à l'engagement de la France dans les colonies. Sa doctrine a été résumée en une formule choc : « La Corrèze avant le Zambèze ».

(2) Le Black Panther Party est une formation révolutionnaire créée en 1966 en Californie pour défendre les Afro-Américains. Il subit une terrible répression de la police américaine qui n'hésita pas à assassiner ses militants.

(3) Un militant — fort bien logé — devant lequel nous faisons allusion à cette hiérarchie l'a

contestée : elle serait due au hasard et, surtout, à la date d'installation, le problème du logement s'étant considérablement aggravé depuis quelques années.

- (4) Ce gouvernement fut créé en 1969 par le Front national pour la libération du Sud-Vietnam pour administrer les territoires libérés. Il dirigea le Sud-Vietnam entre la libération de Saïgon, le 30 avril 1975, et la fusion avec le Nord, en juillet 1976.
- (5) Le cas de l'ambassade du Cambodge est particulier : au moment de l'éviction de Norodom Sihanouk, en 1970, le gouvernement algérien n'ayant pas reconnu le gouvernement de Lon Nol, les représentants du Cambodge à Alger sont restés en place ; mais au lieu du régime de Phnom Penh, ils continuent de représenter celui, en exil, de Sihanouk, et le FUNK qu'il dirige.
- (6) « Babylone » : terme employé par les Panthères noires pour parler des Etats-Unis.
- (7) En 1964, dans la province du Dhofar (Oman) commence une longue lutte contre le pouvoir du sultan, qui sera finalement écrasée à la suite de l'intervention des troupes iraniennes et des forces spéciales britanniques. Le Front de libération du Dhofar se transformera pour englober toute la péninsule arabique.
- (8) C'est au début des années 1960 que furent rendues publiques les divergences entre les deux puissances communistes, l'URSS et la Chine. Au fur et à mesure, l'antagonisme grandit, aboutissant à une rupture dans le mouvement communiste international.

Initialement publié dans *Le Monde diplomatique* d'août 1972 [/1972/08/].

[OLP](#) [Racisme](#) [Marxisme](#) [Guérilla](#) [Idéologie](#) [Socialisme](#)
[Colonialisme](#) [Impérialisme](#) [Afro-Américains](#) [Relations Nord-Sud](#)
[Mouvement de libération](#) [Mouvement de contestation](#) [Vietnam](#)
[Algérie](#) [Palestine](#)